

---

## « Splendeurs et misères » de l'enseignement supérieur en Russie

---



Tatiana  
Kastouéva-Jean

*Septembre 2006*

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de son auteur.

Programme de recherche Russie/NEI  
©Ifri, 2006 – [www.ifri.org](http://www.ifri.org)  
Institut Français des Relations Internationales  
27 rue de la Procession – 75740 Paris cedex 15 – France  
tél. : 33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : 33 (0)1 40 61 60 60

---

## ***Russie.Nei.Visions***

---

*Russie.Nei.Visions* est une collection électronique consacrée à la Russie et aux nouveaux Etats indépendants (Belarus, Ukraine, Moldova, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés dans un format court par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques, politiques qu'économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (suivi éditorial et *peer review*).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique, vous pouvez vous abonner à l'adresse suivante : [info.russie.nei@ifri.org](mailto:info.russie.nei@ifri.org)

**Tatiana Kastouéva-Jean** est diplômée de l'Université pédagogique d'Ekaterinbourg, du Master franco-russe en relations internationales Sciences-Po/MGIMO et a également obtenu un DEA de relations internationales à l'Université de Marne-la-Vallée. Assistante de recherche à l'IFRI, elle prépare une thèse à l'IEP de Paris. Parmi ses sujets de recherche : éducation, formation des élites, potentiel technologique et système national d'innovation en Russie.

# Sommaire

---

<i>Sommaire</i> .....	2
<i>Résumé</i> .....	3
<i>Introduction</i> .....	4
<i>Quantité ou qualité ?</i> .....	5
<i>Les raisons de la « misère »</i> .....	10
<i>Préservation des cursus d'excellence</i> .....	16
<i>Perspectives</i> .....	18

## Résumé

---

**E**n raison de son héritage soviétique, la Russie a la réputation d'avoir une population bien formée et un système éducatif efficace. La réalité est évidemment plus contrastée. Le « boom » de l'éducation supérieure et les performances de certaines grandes universités ou instituts masquent la baisse du niveau moyen et une certaine dévalorisation des diplômes. La volonté de réforme se heurte à des contraintes structurelles, mais aussi à la corruption des milieux pédagogiques. Ce phénomène rend difficile l'évaluation réelle des diplômes russes. Par ailleurs, la « privatisation » subie par une grande partie des services éducatifs pose de manière aiguë le problème de l'égalité des chances.

# Introduction

---

**A** l'époque soviétique, le haut niveau de formation de la population a directement contribué aux succès scientifiques et technologiques du pays. Pour les Soviétiques, le système de recherche et d'enseignement, entièrement financé sur le budget de l'Etat, a longtemps été le plus tangible des « progrès » accomplis par le régime socialiste.

Après la chute de l'URSS, la crise économique et la réduction drastique des financements publics ont poussé les établissements d'enseignement à mettre en place de véritables stratégies de survie. Les réformes, engagées au début de la période post-soviétique pour moderniser le système éducatif et mettre fin à sa centralisation, ont donné aux établissements publics une autonomie inédite et ont permis l'apparition d'établissements privés. Dans un laps de temps très court, le marché des services éducatifs s'est créé et connaît, depuis lors, une croissance continue.

En dépit des appels de la communauté pédagogique pour « sauver » l'enseignement russe, menacé par l'insuffisance de financements publics et les conséquences d'une dérégulation foudroyante, le niveau de l'éducation en Russie continue par inertie à être perçu – aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger – comme globalement élevé. Héritière de l'URSS, la Russie a la réputation de disposer d'une population bien formée et d'un système éducatif efficace. Ce potentiel est fréquemment cité comme un des principaux atouts de la puissance russe.

Dans le discours, les élites politiques russes insistent sur le lien entre ce potentiel supposé et la croissance économique dans un contexte de forte concurrence internationale. En août 2001, Vladimir Poutine soulignait que l'éducation était devenue « la marchandise la plus chère et la plus précieuse ; le développement durable des pays dépend depuis longtemps moins de leurs ressources que du niveau général de l'éducation de la nation »<sup>1</sup>. L'éducation figure parmi les 4 projets nationaux lancés en septembre 2005.

Derrière ces discours et cette impression générale de qualité, la situation du système éducatif est bien plus contrastée. Le « boom » de l'enseignement supérieur et les performances de certains établissements masquent mal la baisse du niveau moyen, la profonde inégalité des chances et une certaine dévalorisation des diplômes.

---

<sup>1</sup> <[www.kremlin.ru/appears/2001/08/29/0000\\_30101.shtml](http://www.kremlin.ru/appears/2001/08/29/0000_30101.shtml)>.

# Quantité ou qualité ?

---

## *Une population russe massivement éduquée*

**A**u regard des indicateurs quantitatifs, la Russie se situe parmi les pays les plus éduqués au monde<sup>2</sup>. En ce qui concerne l'éducation supérieure, en 1995-1996, 762 établissements d'enseignement supérieur russes (*Vyschee utchebnoe zavedenie* – VUZ) formaient 2,791 millions d'étudiants ; en 2005-2006, 1 068 VUZ (655 publics et 413 privés) forment 7,064 millions d'étudiants<sup>3</sup>. Cette progression fulgurante s'accompagne du déclin démographique, qui commence à se faire ressentir à travers la réduction du nombre d'établissements secondaires et pré-scolaires. La Russie a plus d'étudiants aujourd'hui que dans toute son histoire, y compris à l'époque soviétique. Le nombre d'étudiants des VUZ publics représente 419 personnes sur 10 000 habitants en 2004-2005 – chiffre d'autant plus important que le quota des « places budgétaires » (pour lesquels le coût des études est entièrement assuré par l'Etat) en Russie est de 170 personnes sur 10 000. Ce taux est en progression constante et significative depuis 1996, après une nette chute entre 1990-1995.

Plus que jamais, aux yeux des Russes, l'éducation est aujourd'hui une priorité justifiant de lourds investissements personnels. D'après certains sondages, les services éducatifs représentent le premier poste de dépenses des ménages en Russie avant l'épargne et les soins médicaux<sup>4</sup>. Il s'agit

---

<sup>2</sup> Par exemple, si l'on compare avec les pays de l'OCDE, la Russie se classe la troisième par le taux des personnes ayant une formation supérieure et post-graduée parmi la population active (22,3 % ou 160 personnes sur 1000 habitants d'après le recensement de 2002). Pour comparer, ce taux représente aux Etats-Unis 27,9 %, aux Pays-Bas – 22,1 %, au Japon – 16,1 %, en Allemagne – 13,8 %, en France – 13 %. Recueil statistique « *Obrazovanie v Rossijskoj Federacii* » [Education dans la Fédération de Russie], Moscou, GU-VSE, 2005.

<sup>3</sup> Sauf indication contraire, les données chiffrées de cet article proviennent de *Rossijskij Statističeskij Ežegodnik* [Annuaire statistique russe], 2005, Service fédéral des Statistiques (SFS) d'Etat-Roskomstat, Moscou, 2005 (chapitre consacré à l'éducation) et du site du SFS <www.gks.ru>.

<sup>4</sup> Sondage *Ekonomika obrazovaniâ v zerkale statistiki: novye dannye* [L'économie de l'éducation dans le miroir des statistiques : nouvelles données], Moscou, Ecole Supérieure de l'Economie GU-VSE, 2005, p. 17, <<http://isek.hse.ru>>.

d'un marché d'avenir, car on constate un véritable « engouement » pour les diplômes supérieurs, souhaités par plus de 85 % des familles pour leurs enfants.

Le même engouement est observé pour les troisièmes cycles, (*aspirantura*), les thèses et les titres académiques. En 2003, le nombre de personnes inscrites en troisième cycle est 2,5 fois plus élevé qu'en 1995 (140 741 contre 62 317)<sup>5</sup>. En 2005, 31 000 thèses ont été déposées à la bibliothèque d'Etat de Russie, ce qui représente un record absolu (en 2004 – 27 000 de thèses)<sup>6</sup>. Depuis longtemps, les thèses en Russie sont jugées indispensables à l'exercice des responsabilités politiques et managériales. Hommes politiques, hauts fonctionnaires et hommes d'affaires sont friands de titres scientifiques. *Nezavissimâ Gazeta* a, par exemple, récemment révélé le nombre de « candidats VIP » pour être membres effectifs ou membres correspondants de l'Académie des Sciences russe<sup>7</sup>. Parmi les députés de la Douma (450 personnes), on compte 143 candidats ès sciences, 71 docteurs, 14 députés possédant les deux titres dans des domaines différents<sup>8</sup>.

## **Quelle qualité de diplômes ?**

Par habitude ou par orgueil, une grande partie des Russes continue à voir leur système d'éducation comme l'un des meilleurs du monde. Ainsi, après une récente visite à Oxford, le gouverneur de la région de Sverdlovsk, E. Rossel, déclare n'y avoir vu « rien de spécial », l'éducation russe dans le secondaire et le supérieur devançant de loin celle d'Oxford<sup>9</sup>. Pourtant, les

---

<sup>5</sup> Cité d'après I. Dézhina, « Où sont ? Où vont les scientifiques russes ? Ressources humaines et politique de la recherche en Russie », *Russie.Nei. Visions*, n° 4, juin 2005.

<sup>6</sup> Cité par D. Simakin, « Doktora nevidimogo fronta » [Les docteurs du front invisible], *Nezavisimaya Gazeta -NG*, 24 mars 2006.

<sup>7</sup> *NG*, 14 avril 2006. Cette publication a été à l'origine d'un scandale au sein de la communauté académique, qui, finalement, dans un mouvement de rejet, a voté contre la plupart de ces « candidats VIP », souvent éloignés de la recherche et de la science (*NG*, 26 mai 2006).

<sup>8</sup> En Russie, il existe deux types de thèses : thèse de candidat ès sciences (qui correspond à un niveau d'études bac+8) et thèse de docteur ès sciences, beaucoup plus difficile à obtenir. Le premier titre est attribué à l'issue de trois ans d'études à l'*aspirantura* (école doctorale russe) et de la soutenance réussie d'une thèse. Le titre donne le droit à tous types de postes dans l'enseignement et la recherche. Le volume de la thèse n'est pas imposé par la loi, mais en règle générale, il ne dépasse pas 200 pages, y compris la bibliographie et les annexes. Au fond, les thèses de candidat russe s'apparentent à un niveau DEA+ ou PhD-. Pourtant, des accords reconnaissent des « équivalences » entre des thèses de doctorat des pays occidentaux et des thèses de candidat (comme celui entre la France et la Russie signé en mai 2003).

<sup>9</sup> *NG*, 15 mai 2005.



sondages sont plus mitigés et les études internationales sur le sujet sont beaucoup plus alarmistes<sup>10</sup>.

Au niveau du secondaire, la Russie se retrouve en bas du classement dans les études PISA (*Program for International Student Assessment*) menées par l'OCDE en 2000 et 2003 parmi les élèves de 15 ans<sup>11</sup>. En 2000, sur 32 pays, les jeunes Russes ne se classent qu'à la 27<sup>e</sup> place pour la lecture (interprétation des textes, capacité d'analyser, de tirer des conclusions, de formuler son point de vue), à la 26<sup>e</sup> en sciences naturelles et à la 21<sup>e</sup> en mathématiques. En 2003, la Russie se classe respectivement à la 32<sup>e</sup>, 24<sup>e</sup> et 29<sup>e</sup> place sur 41 pays. Les tests démontrent la difficulté des élèves russes à appliquer les connaissances acquises en dehors du cadre des cours, à utiliser des informations contradictoires ou incomplètes, ainsi qu'un manque d'esprit critique.

Les résultats de ce classement ne correspondent nullement à l'image que les Russes se font de leur niveau d'éducation secondaire. Ils ont causé un choc dans les milieux pédagogiques, qui prônent désormais l'adoption de l'approche non plus en terme d'acquisition de connaissances (*priobretenie znanij*), mais de développement des compétences (*kompotentnostny podkhod*), définies comme la capacité à réagir efficacement aux situations inconnues<sup>12</sup>.

En ce qui concerne le supérieur, le classement mondial des universités, publié en août 2006 par l'*Institute of Higher Education* de Shanghai, ne cite que deux universités russes parmi les 500 premières : l'Université d'Etat de Moscou-MGU à la 72<sup>e</sup> place (21<sup>e</sup> place dans le classement des meilleures universités européennes) et l'Université d'Etat de Saint-Pétersbourg à la 340<sup>e</sup><sup>13</sup>. Pour comparer, la liste contient 21 universités françaises, 20 chinoises, 4 brésiliennes, 2 polonaises, 2 indiennes et d'innombrables universités américaines.

Ce classement traduit une sorte de marginalisation internationale des VUZ russes, qui est également confirmée par le nombre relativement faible d'étudiants étrangers. En 2003, la Russie a accueilli 54 200 étudiants étrangers (à titre de comparaison, la même année, les Etats-Unis en accueillent 558 000, l'Allemagne – 240 619, le Royaume-Uni – 255 233 et la

---

<sup>10</sup> Selon le sondage de la FOM (Fondation d'opinion publique) du 9 mars 2006, une grande partie des sondés sont persuadés que la qualité de la formation supérieure russe est inférieure à celle de l'époque soviétique (50 %) et au niveau mondial (37 %). En même temps, un tiers des Russes estiment qu'elle correspond au niveau mondial (23 %), voire le dépasse (10 %),

<[www.bd.fom.ru/report/cat/societas/culture/obrazovanie/high\\_education/d052224](http://www.bd.fom.ru/report/cat/societas/culture/obrazovanie/high_education/d052224)>.

<sup>11</sup> <<http://pisa.oecd.org>>.

<sup>12</sup> Voir par exemple, A. Kaspržak, K. Mitrofanov, K. Polivanova et al., *Soderžanie ponâtiâ « kačestvo » obrazovaniâ v otečestvennoj i zarubežnoj obrazovatel'noj praktike, po rezul'tatam testov PISA-2000* » [Le contenu de la notion de « qualité » dans la pratique éducative russe et étrangère, d'après l'analyse des résultats de l'étude PISA-2000], Orenbourg, 2005, 128 p. O. Lebedev, « Kompetentnostny podhod v obrazovanii » [Approche éducative en termes de compétences], *Škol'nye tehnologii*, n° 5, 2004, p. 3-12.

<sup>13</sup> <<http://ed.sjtu.edu.cn/rank/2006/ARWU2006TOP500list.htm>>.

France – 221 567<sup>14</sup>) dont une large part en formation linguistique. Sa part sur le marché mondial des services éducatifs n'excède pas 0,5 %<sup>15</sup>. Des facteurs extérieurs contribuent à expliquer cette situation : difficulté relative de la langue russe, faible attrait de l'image politique et économique du pays, conditions de vie difficiles, etc. Cependant, cette situation s'explique aussi par un manque de compétitivité des formations, qui ne sont pas encore pleinement intégrées aux circuits européens et mondiaux, malgré l'adhésion récente (en 2003) au processus de Bologne.

Le principal critère d'évaluation d'un jeune diplômé est sa capacité à trouver un emploi correspondant à son profil et à donner satisfaction à son employeur. Or, les études menées par l'agence ReitOR, spécialisée dans le classement des ressources éducatives russes, dans un des sept districts fédéraux (celui de la Volga) soulignent l'insatisfaction des employeurs à l'égard des jeunes diplômés recrutés<sup>16</sup>. Outre une surévaluation par les diplômés de leurs compétences et des prétentions salariales trop élevées, les employeurs notent un manque de connaissances pratiques, mais aussi théoriques<sup>17</sup>. En 2004-2005, plus de la moitié des employeurs estimaient que les jeunes diplômés avaient besoin d'une formation supplémentaire avant de devenir opérationnels<sup>18</sup>. Selon les témoignages de plusieurs chefs d'agences de recrutement, entre 13 et 20 % seulement des entreprises seraient prêtes à embaucher de jeunes diplômés<sup>19</sup>.

Les étudiants semblent d'ailleurs être conscients des insuffisances de leur diplôme. La même étude dans la région de la Volga a démontré que 59 % des étudiants souhaitent continuer leur cursus après avoir terminé une formation supérieure initiale de 5 ans, dont 52 % se disaient prêts à le financer eux-mêmes, et 26 % voulaient exercer un autre métier<sup>20</sup>. Le choix entre deux diplômés (sans tenir compte de l'expérience) sur le marché du travail se joue aujourd'hui en fonction de la deuxième formation supérieure.

Lors de différentes rencontres entre les représentants de la communauté des affaires, les responsables du Ministère et les recteurs<sup>21</sup>,

---

<sup>14</sup> *Education at a Glance*, OECD Indicators 2004, OECD, Paris, 2004.

<sup>15</sup> Cité d'après le bulletin électronique franco-russe ROST, édition du 29 décembre 2005, <www.rost.fr>.

<sup>16</sup> L'agence ReitOR (*Reitingovanie Obrazovatel'nyh Resursov*) a été créée en mars 2005 avec la participation de la Fondation « Vol'noe delo », financée par O. Deripaska, propriétaire de *BasEl* et *RusAl*. Etudes menées en mai-décembre 2005 sur 3160 jeunes diplômés de 52 VUZ, 800 employeurs dans différents secteurs économiques (constructions mécaniques, énergie, télécommunications et technologies informatives, management, gaz et pétrole), <www.reitor.ru/img/uploaded/files/4\_Dostoinstva\_i\_nedostatki\_molodih\_spetsialistov.doc>.

<sup>17</sup> Le salaire de départ des jeunes diplômés à Moscou se situe entre 250-650 euros ; dans les régions il est inférieur – 60-200 euros, <www.reitor.ru>.

<sup>18</sup> Voir, par exemple, E. Gerasimova, « Illüziâ kačestva » [Qualité illusoire], *NG*, 10 juin 2005. O. Gerasimova, « Degradaciâ vuzovskogo statusa » [Dégradation du statut de l'établissement supérieur], *NG*, 3 février 2006.

<sup>19</sup> « Molodež – eto roskoš » [Les jeunes diplômés – un luxe pour les entreprises], *Vedomosti*, 12 avril 2006.

<sup>20</sup> <www.reitor.ru/img/uploaded/files/3\_Obrazovatel'nie\_strategii\_vipusnikov\_vuzov.doc>.

<sup>21</sup> Par exemple, *Business pedsovet*, organisé par l'association *Delovaâ Rossiâ* en août 2004, <www.deloros.ru/netcat\_files/11\_194.doc>, ou la rencontre de V. Poutine avec des entrepreneurs, le 1 juillet 2004.

les premiers évoquent régulièrement l'archaïsme des formations, dont le but est l'accumulation de connaissances, au détriment des méthodes d'auto-formation et du développement de l'esprit critique. Ils préconisent des apprentissages en mode projet et par le biais d'études de cas. Ces propositions se heurtent à une opposition d'une grande partie du corps professoral (notamment, des recteurs réunis au sein de la puissante Union des recteurs russes) qui tiennent au « caractère fondamental<sup>22</sup> » des formations.

Autre problème : selon les employeurs, le profil des diplômés du supérieur ne correspond pas complètement à la demande. A titre d'exemple, le marché serait saturé d'économistes et de juristes<sup>23</sup>, tandis qu'il y a un vrai manque de cadres intermédiaires qualifiés pour l'industrie, aussi bien dans les fonctions techniques que managériales (à la différence, par exemple, de l'Inde qui a misé sur la formation d'ingénieurs).

Signes de leur intérêt pour la formation, certains groupes industriels cherchent à s'associer ou à créer des VUZ et des filières, sous forme d'« universités corporatives »<sup>24</sup> qui se développent depuis 2000. Parmi les premières entreprises à avoir financé de telles initiatives figurait *Severstal'* dont le propriétaire A. Mordachov avait soutenu son diplôme de MBA sur ce sujet. D'autres entreprises ont suivi l'exemple : *Sukhoï* (aviation), *Bilain* (télécommunications), *RusAl* (aluminium) etc. pour assurer une formation appropriée à leur personnel.

Un autre exemple de coopération entre les VUZ et les entreprises est la signature en avril 2006 entre *RussNef'* et la MGU d'une convention en vue de créer une école spécialisée dans l'innovation technologique, ayant le statut d'une faculté. La MGU met à disposition des professeurs, et *RussNef'* peut prendre part à l'élaboration des programmes pour satisfaire ses besoins en formation. Dans un autre domaine, l'accord entre O. Deripaska, propriétaire de *RusAl* et l'Académie économique Plekhanov est perçu comme une sorte de révolution par le corps des recteurs. Il sera un premier test du nouveau statut de « l'organisation autonome non-commercial » (ANO), proposé par le gouvernement et donnera ainsi à l'entrepreneur un véritable droit de regard sur ce programme. Ce projet scandalise plusieurs recteurs, qui y voient le début d'une « privatisation » rampante des VUZ.

---

<sup>22</sup> Ce terme, fréquemment employé, est largement galvaudé : la plupart du temps, il signifie un enseignement classique avec des bases théoriques larges (par opposition à une formation appliquée).

<sup>23</sup> Ces métiers étant parmi les plus demandés au début des années 90, plusieurs VUZ, y compris techniques ou autres, ont ouvert des filières payantes pour former des économistes, des managers etc.

<sup>24</sup> Ce terme ne couvre pas une réalité juridique précise, mais des types de formations très divers : dernières années d'une faculté spécialisée, VUZ, centre de formation ou cours de formation continue, unis par le même objectif – former le personnel pour les besoins concrets d'une société (plus rare – groupe de sociétés), en transmettant la culture de l'entreprise en question.

## Les raisons de la « misère »

---

D'une manière générale, les élites politiques ont pris conscience de la baisse de la qualité de l'enseignement supérieur : à plusieurs reprises, V. Poutine et A. Foursenko (ministre de l'Education) l'ont reconnu en public. Mais les raisons expliquant cette baisse de qualité ne font pas l'unanimité entre l'Union des recteurs, les milieux d'affaires, les experts et le Ministère de l'Education. Pour les recteurs, cette baisse est liée, d'une part, au manque de financements publics, qui se traduit par un sous-équipement et un niveau de rémunération des enseignants très insuffisant. D'autre part, ils estiment que la dérégulation « sauvage » des années quatre-vingt-dix a entraîné le développement de nombreux VUZ privés de qualité douteuse. Cette orientation ultra-libérale ainsi que la tendance du gouvernement à vouloir « greffer » des modèles étrangers détruit, selon eux, les traditions et les fondements du système d'enseignement du pays<sup>25</sup>. Les fonctionnaires du Ministère de l'Education et les milieux d'affaires se plaignent, quant à eux, du conservatisme des recteurs, réticents aux réformes, figés dans leur corporatisme et défendant le principe d'une autonomie financière sans contrôle extérieur.

### ***Financements***

Les financements publics alloués à l'enseignement ont été divisés par trois entre 1992 et 1998. Au cours de cette période, les établissements d'enseignement ne pouvaient plus assurer leurs frais de fonctionnement et le salaire de leur personnel. Depuis 1999, on assiste à une croissance des financements publics : leur volume a augmenté d'un tiers en 2004, par rapport au milieu des années 90. Cependant, si la part de l'éducation dans les dépenses publiques russes est comparable à la moyenne de l'OCDE (12,7 %), le taux de financement de l'éducation en pourcentage du PIB est beaucoup plus bas : il a varié entre 3,5-3,8 % du PIB au cours des trois dernières années (dont environ 0,5 % pour la formation supérieure), tandis

---

<sup>25</sup> Voir, par exemple, V. Sadovničij (dir.), *Obrazovanie, kotoroe my možem poterât'* [L'enseignement que nous risquons de perdre], Moscou, 2003, 368 p.

que la moyenne des pays de l'OCDE est de 6,2 %<sup>26</sup>. On est loin de l'objectif affiché par les autorités de 10 % du PIB. Les dépenses annuelles par étudiant se chiffrent à 23 000-25 000 roubles par an (environ 700-800 euros). Lors de la rencontre en janvier 2006 avec les étudiants de l'Académie agricole Timiriachev, le ministre Foursenko a estimé que ce n'était pas suffisant et a proposé d'augmenter ce chiffre jusqu'à 75 000 roubles (équivalent d'environ 2 174 euros) pour se rapprocher des pays occidentaux (par exemple, en France, en 2003, les dépenses annuelles par élève dans le supérieur représentaient 8 370 euros<sup>27</sup>).

La loi sur l'Éducation de 1992 autorise les établissements de formation à être reconnus comme personnes morales et, par conséquent, à disposer de ressources propres. Ecoles et VUZ se sont, pour bon nombre d'entre eux, mis à louer leurs locaux, exploiter des terres, créer des auto-écoles, chercher des sponsors, tout en facturant leurs services et en créant des filières répondant aux attentes des parents.

Officiellement, le volume des services payants dans le domaine de l'éducation a augmenté de 41 Md de roubles (1,17 Md d'euros) en 2000 à 147,5 Md de roubles (4,2 Md d'euros) en 2005<sup>28</sup>. Aujourd'hui, environ 56 % des étudiants financeraient leurs études<sup>29</sup>. D'après les sondages d'opinion, l'idée de devoir payer ses études supérieures a fait son chemin dans la mentalité des Russes, qui accepteraient désormais d'en assumer le coût. Cependant, dans le système actuel, tout se monnaie : absences, sessions de rattrapage, passage des épreuves etc. Au début des études de leurs enfants, les parents n'ont pas souvent d'idée précise du montant qu'ils vont finalement déboursier. Par ailleurs, un traitement de faveur est souvent réservé aux « étudiants payants » par rapport à ceux bénéficiant de « places budgétaires ».

## ***Cadres pédagogiques***

Les financements publics ne permettent pas d'offrir des salaires attractifs pour le secteur éducatif. Le salaire moyen d'un enseignant du secondaire est de 9 300 roubles (270 euros) par mois à Moscou et de 3 900 roubles (113 euros) dans les régions. Dans le supérieur, il s'élève à 7 500 et 5 000 roubles respectivement (217 et 145 euros)<sup>30</sup>. En termes comparatifs, en 2004, le salaire moyen dans l'enseignement représente 62 % du salaire

---

<sup>26</sup> *Ekonomika obrazovaniâ v zerkale statistiki*, op. cit., p. 7-8.

<sup>27</sup> C. Lambert, *L'Enseignement supérieur en France et dans les pays de l'OCDE : état des lieux*, février 2006, <<http://txtnet.com/educter/pics/Intervention%20Lambert.pdf>>.

<sup>28</sup> <[www.gks.ru/bgd/regl/b05\\_01/lssWWW.exe/Stg/d120/03-50.htm](http://www.gks.ru/bgd/regl/b05_01/lssWWW.exe/Stg/d120/03-50.htm)>.

<sup>29</sup> NG, 10 juin 2005.

<sup>30</sup> NG, 31 août 2005.

moyen en Russie tous secteurs confondus et 53 % de celui de l'industrie<sup>31</sup>. Le salaire des jeunes professeurs est en dessous du minimum vital. Comme dans le secteur de la recherche, les professeurs sont obligés de chercher d'autres sources de revenus par le biais, notamment, des cours privés (*repetitorstvo*) etc. Ces revenus supplémentaires peuvent atteindre, voire dépasser le salaire officiel. Cette situation aboutit parfois à un rattachement quasi-fictif au VUZ d'origine.

Dans ces conditions, il n'est guère étonnant de voir les jeunes diplômés se détourner de l'enseignement et d'assister au vieillissement et à la féminisation de la profession, surtout dans le secondaire (où les femmes représentent 85,3 % du corps enseignant).

S'y ajoute une absence d'articulation entre la recherche et l'enseignement supérieur. Le pourcentage d'enseignants qui mènent leurs propres recherches est faible. Selon le recteur de l'Ecole supérieure de l'Economie, Y. Kuzminov, les 4/5 des programmes des VUZ sont assurés par les professeurs qui ne sont pas impliqués dans un projet de recherche<sup>32</sup>. Parmi les 3 797 établissements de recherche russe, les VUZ représentent une part modeste (393).

## ***Un dévoiement pédagogique***

On assiste également à un changement d'attitude à l'égard de l'éducation supérieure. En décembre 2005, A. Foursenko, déplorait la baisse générale du niveau, qui s'expliquerait, selon lui, par le fait que les étudiants chercheraient avant tout à « obtenir le papier », sans se soucier des connaissances qu'implique l'acquisition d'un diplôme<sup>33</sup>.

Sans parler de ceux qui cherchent à échapper au service militaire<sup>34</sup> (selon différents sondages, ces personnes représentent entre 5 et 10 % des candidats) ou poursuivent d'autres objectifs qui ne relèvent pas de

---

<sup>31</sup> *Monitoring ekonomiki obrazovaniâ* [Monitoring de l'économie de l'éducation], n° 6 (14), Moscou, GU-VSE 2005, <[www.isek.hse.ru](http://www.isek.hse.ru)>.

<sup>32</sup> Y. Kuzminov, *Challenges and Opportunities of Educational Reform, the Case of Russia*, Moscou, 2004, <[www.hse.ru/eng/IMHE\\_report\\_eng.pdf](http://www.hse.ru/eng/IMHE_report_eng.pdf)>.

<sup>33</sup> 6 décembre 2005, <[www.rambler.ru/db/news/msg.html?mid=6975208&s=260003051](http://www.rambler.ru/db/news/msg.html?mid=6975208&s=260003051)>. Le Ministre a exprimé cette inquiétude à plusieurs reprises, voir aussi son entretien avec V. Poutine, 4 mars 2005 à Novo-Ogarevo, <[www.kremlin.ru/text/appears/2005/03/84857.shtml](http://www.kremlin.ru/text/appears/2005/03/84857.shtml)>.

<sup>34</sup> La loi sur l'obligation militaire et le service militaire de 28 mars 1998 accorde des sursis aux étudiants et aux doctorants (article 24) et dispense du service militaire les citoyens ayant le titre de candidats ès sciences ou de docteur (art. 23) (<[www.mil.ru/articles/article3718.shtml](http://www.mil.ru/articles/article3718.shtml)>). Le Ministère de la Défense a présenté au printemps 2006 une proposition de changement de ces règles. Il s'agit, de fait, de la suppression, d'une partie des sursis pour le service militaire, notamment, ceux qui concernent les étudiants. Cette proposition a provoqué une vague de protestation.

l'enseignement, le supérieur est la victime de sa popularité. Les sociologues constatent que la formation supérieure joue de plus en plus un rôle de « socialisation », le diplôme étant perçu comme un label social. Les étudiants n'associent pas directement la formation qu'ils reçoivent à leur future carrière professionnelle. Tout se passe comme si l'objectif des 5 ans dans un VUZ était simplement d'obtenir un diplôme et d'apprendre un métier lors de la première expérience professionnelle.

Cette approche peut avoir plusieurs explications. Un jeune Russe est en proie à plusieurs pressions contradictoires. D'une part, la pression sociale et le marché du travail renforcent le prestige du supérieur qui, combiné à l'image dégradée d'autres types d'établissements d'enseignement (comme les écoles professionnelles et techniques), poussent vers le choix d'une filière supérieure au détriment d'une filière qualifiante. D'autre part, il s'agit d'une tentative d'adaptation à la transition vers une hypothétique économie de la connaissance<sup>35</sup>. Par ailleurs, le marché du travail en Russie ne connaît pas la notion de « trop qualifié » pour un poste, et un diplôme supérieur est couramment exigé par les employeurs pour toutes les fonctions comme un gage de sérieux.

L'augmentation du nombre de VUZ et leur ouverture aux étudiants ayant raté les concours pour les places « budgétaires » favorise cette tendance à la « massification » du supérieur (*massovizaciâ*). De plus, les jeunes russes sortent de l'école secondaire entre 16 et 17 ans, et les parents considèrent que les 5 ans d'études supérieures sont une période de « mûrissement », permettant de se constituer un « capital intellectuel » avant d'opérer un vrai choix professionnel. Au terme de cette période, vient le temps de la seconde formation supérieure – la « vraie » en un sens – que parents et étudiants sont prêts à financer.

Ce rapport spécifique à la formation supérieure induit des pratiques (extrêmement répandues) de fraude. Ce phénomène général est, à certains égards, institutionnalisé. De nombreux sites Internet proposent des mémoires (*referats*), des dissertations ou des questions d'examens (connus d'avance des étudiants, selon la tradition russe) en accès direct ou disponibles sur commande, dans les meilleurs délais, sur tous les sujets. Des gadgets technologiques comme un stylo à encre invisible ou un logiciel téléchargeable sur un téléphone portable connaissent un grand succès<sup>36</sup>. Le marché de diplômes et de mémoires « clé en main » prospère. Il est possible de louer les services de candidats fictifs pour passer des examens. Les mémoires de fin d'études sont rarement un vrai travail de recherche, mais correspondent le plus souvent à un habile « copier-coller ». Selon une expression bien connue, « les étudiants font semblant de rédiger alors que les professeurs font semblant de corriger ».

---

<sup>35</sup> M. Arapov, « Vysšee obrazovanie v Rossii : bum ili krizis ? » [L'enseignement supérieur en Russie : un boom ou une crise ?], *Energie*, 2004, n°11, p. 74-79.

<sup>36</sup> Pour donner quelques exemples de sites : <[www.referatoria.ru](http://www.referatoria.ru)>, <[www.Referatik.ru](http://www.Referatik.ru)>, <[www.Studentam.ru](http://www.Studentam.ru)>, <<http://skomo.firmsite.ru/>>, <[www.ronl.ru](http://www.ronl.ru)>, <[shpargalki.info/](http://shpargalki.info/)>, <<http://cityref.ru/>>, <[www.coolsoch.ru/](http://www.coolsoch.ru/)>, <<http://100shops.ru/>>, <<http://shpora-100.com>> etc.

Ce système conduit naturellement à l'achat pur et simple de faux diplômes, dont la vente dans les stations du métro de Moscou surprend encore bon nombre d'étrangers. D'après un sondage récent, 76 % des personnes interrogées (91 % des Moscovites) affirment qu'il est très facile de se procurer un diplôme, 23 % disent avoir rencontré des personnes ayant acheté un diplôme et 61 % estiment qu'un faux diplôme donne autant de possibilités de faire une carrière professionnelle qu'un vrai<sup>37</sup>.

## ***Education ou corruption ?***

Les ravages de la corruption sont désormais reconnus au plus haut niveau. Il s'agit, d'une part, des sommes reversées par les universités aux fonctionnaires pour obtenir des financements budgétaires (*otkaty*), estimées à 50 % du montant de ces subsides<sup>38</sup>. D'autre part, il s'agit des versements des familles aux VUZ ou directement à des professeurs contre un traitement de faveur.

Certains experts estiment que le « chiffre d'affaires » au noir de certains instituts et universités atteint celui des grandes compagnies pétrolières<sup>39</sup>. En 2002-2003, le montant de la corruption dans le domaine de l'éducation était évalué à 26,4 milliards de roubles (754 M d'euros) dont la moitié pour l'entrée au VUZ et autant pour la formation en elle-même<sup>40</sup>.

Selon l'étude de l'Ecole supérieure de l'économie, une famille sur 5 (une sur quatre à Moscou) est prête à verser des sommes supplémentaires pour obtenir l'entrée de son enfant dans une école reconnue, 18 % des sondés (24 % à Moscou) sont prêts à payer pour l'entrée dans un VUZ prestigieux<sup>41</sup>. La demande est donc forte pour ce type de service. Les petites annonces proposant d'aider à entrer dans un VUZ pullulent au vu et au su de tous.

Le milieu de la recherche n'échappe pas à la corruption. Certains doctorants sous-treatent tout ou partie de leurs thèses. Des candidats VIP achètent des thèses « clé en main » (ce qui inclut le choix du sujet, sélection d'une école doctorale de rattachement, composition d'un jury

---

<sup>37</sup> Sondage FOM du 12 janvier 2006,

<[http://bd.fom.ru/report/cat/societas/culture/obrazovanie/high\\_education/d0600114](http://bd.fom.ru/report/cat/societas/culture/obrazovanie/high_education/d0600114)>

<sup>38</sup> Estimation par le leader du mouvement « Contre la corruption » L. Trochine, « Otkaty dušat systemu obrazovaniâ » [La corruption étrangle le système de l'éducation], *Interfax*, 24 mars 2006.

<sup>39</sup> N. Savickaâ, A. Trofimov, « Vremâ krasnoj professury » [Le temps des professeurs rouges], *NG*, 23 novembre 2005.

<sup>40</sup> E. Galickij, M. Levin, « Korrupciâ v rossijskoj sisteme obrazovaniâ » [La corruption dans l'éducation nationale russe], *Narodnoe Obrazovanie*, n°10, 2004, p. 46-47.

<sup>41</sup> N. Savickaâ, « Pomogu postupit' v VUZ » [Je vous aiderai à entrer dans un VUZ], *NG*, 24 juin 2005.



« bienveillant » etc.).<sup>42</sup> Les doctorants peuvent publier des articles (obligatoires avant la soutenance) dans des revues (parfois pseudo-scientifiques) moyennant un paiement<sup>43</sup>. La commission d'attestation supérieure du Ministère de l'Éducation et de la Science s'inquiète de ce phénomène, dans la mesure où un tiers des thèses ne seraient pas écrites par les personnes qui les soutiennent. Les tentatives de contrôle se heurtent à des pratiques très enracinées. La décision de nommer des recteurs (qui sont élus depuis la chute de l'URSS), pour un plus grand contrôle a rencontré une forte opposition du corps des recteurs, qui s'est défendu en prétextant un retour au système soviétique. De toutes les manières, de telles nominations ne se seraient très probablement pas traduites par une diminution de la corruption tant l'éducation permet le développement d'un système d'avantages symboliques et financiers.

---

<sup>42</sup> NG, 24 mars 2006.

<sup>43</sup> <<http://tzrus.narod.ru/>>, <[www.jurnal.nm.ru/](http://www.jurnal.nm.ru/)>.

## Préservation des cursus d'excellence

---

Sur fond de baisse du niveau moyen, s'opère un élitisme de plus en plus précoce et poussé. Dans le secondaire, à côté des écoles secondaires ordinaires, des *gimnazii* et des *litsei* sont apparus : ils reposent sur une sélection à l'entrée (ce qui peut impliquer pour des enfants de six ans une préparation intense avec leurs parents ou un répétiteur). Assurées de leurs financements, ces écoles peuvent recruter les meilleurs professeurs et offrir des formations de qualité. Pour recruter à la sortie les meilleurs élèves, les VUZ passent des conventions avec ces écoles ; les cours pour les dernières années sont assurées par les enseignants du supérieur. Les élèves sont ainsi favorisés aux concours d'entrée. Ainsi se développent des filières étanches, allant parfois de la maternelle à l'université, hiérarchisées à la source par les revenus des familles<sup>44</sup>.

Le doute sur la valeur des diplômes pousse les employeurs à cibler leur demande : les recruteurs expliquent que bon nombre de sociétés exigent désormais des diplômés de VUZ précis.

Parmi ces VUZ d'élite on retrouve, dans la plupart des cas, ceux qui avaient une réputation d'excellence à l'époque soviétique. Exploitant leur image de marque, ils se trouvent dans une sorte de « cercle vertueux » inaccessible aux « non initiés » : leur nom et réputation d'excellence attirent les jeunes des milieux favorisés ce qui amène des financements substantiels. Ces VUZ développent des partenariats avec des écoles et des universités occidentales et développent parfois des cursus communs d'excellente qualité.

De nombreux classements, souvent contradictoires en raison des critères utilisés, existent et alimentent la pression sociale pour accéder à tel ou tel établissement. Mais les disparités dans les classements d'un même VUZ (voir l'annexe) prouvent toute la difficulté d'évaluation de ses performances. Pour donner un exemple : l'Université d'Etat de Saint-Pétersbourg qui est classée parmi les premières par le ministère de l'Education, n'est que la 15<sup>e</sup> dans le classement de *Kommersant*. Néanmoins, une vingtaine d'établissements, situés très majoritairement à Moscou, constituent le cœur du système éducatif : Université d'Etat de Moscou Lomonossov (MGU), Université d'Etat des relations internationales (MGIMO), Université d'Etat technique de Moscou (dite Université Baumann), Académie économique Plekhanov, Académie des finances,

---

<sup>44</sup> A. Vinokur (dir.), *Les transformations du système éducatif de la Fédération de Russie*, Paris, UNESCO, 2001, 222 p.

Institut de Moscou de la physique et de la technologie, Ecole supérieure de l'économie (VChE), Université russe des sciences humaines, Académie juridique de Moscou, Université linguistique d'Etat et quelques autres. En dehors de Moscou, l'Université d'Etat de Saint-Pétersbourg (SPBU), l'Université d'Etat de Kazan et d'autres jouissent également d'une bonne réputation.

Ces établissements sont connus pour l'excellence de leur formation, mais aussi pour leur surface sociale. Une étude, menée en 2005 par l'agence ReitOR sur la première formation supérieure de 505 personnalités, appartenant aux plus hautes sphères de l'élite politique russe (gouvernement, administration présidentielle, représentants plénipotentiaires dans les régions, Conseil de sécurité, gouverneurs régionaux) montre qu'ils ont été pour 40 % d'entre eux formés dans les VUZ de Moscou. Viennent ensuite le centre et le nord-européen de la Russie (17 %), Saint-Pétersbourg (16 %), l'Extrême-Orient (16 %), la CEI (6 %), et le sud du pays (4 %). Le trio leader comprend la MGU (37 personnes), la SPGU (16) et le MGIMO (15). Suivent l'Académie Plekhanov, l'Académie des Finances et l'Académie juridique de Moscou.

L'Etat russe soutient les établissements leaders, dirigés par des recteurs influents, proches des milieux politiques. La MGU est financée par une ligne budgétaire à part. Le recteur de la SPGU, L. Verbitskaya, se félicite de l'augmentation considérable, depuis 2000, du financement public octroyé à son établissement. Les deux tiers des financements de *l'alma mater* du président Poutine, et de ses deux filles, proviennent ainsi du budget d'état. Représentant la fierté et le patrimoine de la nation, ces deux universités doivent, selon le recteur, être obligatoirement financées sur le budget public<sup>45</sup>. Les VUZ les plus prestigieux sont aussi les plus réticents à remplacer les examens d'entrée par le test national unifié (EGE), système désormais adopté par la plupart des régions. Ils tiennent au maintien du système d'entrée sans examens pour les lauréats des Olympiades (concours régionaux et nationaux par discipline parmi les meilleurs élèves), ce qui est un moyen pour ces pôles d'excellence de puiser dans les vastes viviers régionaux.

Le projet national, lancé par V. Poutine dans le domaine de l'éducation en septembre 2005, renforce cette tendance à l'élitisme, en soutenant les meilleurs. Il a été décidé de ne pas saupoudrer les crédits, mais de les affecter aux établissements les plus performants. En mai 2006, le Ministère a publié la liste des 17 VUZ qui seront financés dans le cadre du projet national pour la mise en œuvre des programmes d'innovation (avec un montant total de 10 Md de roubles, l'équivalent de 285 M d'euros). Les sommes les plus importantes (950 M de roubles) ont été accordées ... à la MGU et la SPGU<sup>46</sup>.

---

<sup>45</sup> NG, 7 avril 2006.

<sup>46</sup> « *Vot gde nado učit'sâ* » [Voilà où il faut aller faire ses études], *Moskovskij Komsomolec*, 2 mai 2006.

## Perspectives

---

Ce tableau de l'éducation supérieure en Russie est, au final, très contrasté : masqué par l'existence d'un certain nombre de VUZ d'excellence, le niveau général des diplômés russes est en baisse. Cette situation est le résultat de quinze ans d'adaptation et de survie des structures éducatives dans les conditions de sous-financement. Cependant, le grand mérite du système éducatif russe est d'avoir su se maintenir dans l'ensemble, préserver ses leaders, voire retrouver un fragile équilibre. La crainte de le rompre explique aujourd'hui les réticences des recteurs et du corps enseignant à l'égard des réformes promues par le gouvernement.

Pourtant, le choix actuel de la politique du gouvernement russe est explicite : l'Etat ne soutiendra que les meilleurs. De toute évidence, il n'y aura pas de dispersion de financements pour sauver les *outsiders* ou combler l'écart entre le peloton de tête et les autres. Le projet national met explicitement l'accent sur le soutien d'un nombre limité de « points de croissance ». Il préconise aussi la création de deux universités nationales, ainsi que d'une école de business, capables de tenir, face à la concurrence au niveau international. L'aboutissement de la réforme de GIFO (système de financements individuels par l'Etat) verra aussi l'argent aller vers les meilleurs. Ne survivront ainsi que les VUZ les plus solides ou les plus novateurs.

Au premier abord, cette politique va non seulement à l'encontre des souhaits du corps enseignant, mais également à l'encontre de la demande massive de la population pour le supérieur. Cependant, les prévisions démographiques vont dans le sens de cette « sélection naturelle ». En 2015, le nombre d'enfants en Russie diminuera de 38 % pour les 5-14 ans et de 47 % pour les adolescents entre 15-19 ans par rapport à 2000<sup>47</sup>. Il y aura une surcapacité d'accueil des écoles et des VUZ (il y aura presque autant de places dans les VUZ que de bacheliers). Ce creux démographique aboutira à un recentrage quantitatif naturel du système (fermeture ou regroupement de certaines écoles et VUZ ; départ massif des enseignants âgés, montants de financement par élève plus important pour un même volume global de financement etc.). Ce recentrage crée des conditions favorables pour faire aussi évoluer le système éducatif qualitativement. C'est une opportunité unique à saisir pour la Russie qui

---

<sup>47</sup> Cité dans le rapport de la Banque Mondiale, *Modernizaciâ rossijskogo obrazovaniâ : dostiženiâ i uroki*, [Modernisation de l'éducation en Russie : réalisations et leçons], mai 2005, p. 10.

cherche à diversifier son économie et à se positionner autrement sur les marchés internationaux qu'en tant que fournisseur de matières premières.

Une véritable percée qualitative semble possible, à condition d'ouvrir au moins deux grands chantiers.

Le premier est celui du *traitement progressif de la corruption*. Ces pratiques ne peuvent, évidemment, pas être éradiquées du jour au lendemain. La corruption a fait partie intégrante de l'équilibre du système et elle est, de ce fait, très difficile à traiter. Il convient sans doute de sérier les problèmes : droits d'inscription, concours d'entrée, répression des cas les plus flagrants... Un pays voisin comme l'Ukraine a opté pour la suppression totale des examens d'entrée pour lutter contre la corruption. En Russie, cette option se heurterait – en tout cas dans l'immédiat – à l'opposition des recteurs.

Le deuxième est la *revalorisation du métier d'enseignant*. Il ne s'agit pas de faire des cadeaux ponctuels comme le fait le projet national Education aux enseignants du secondaire, en offrant des primes aux 10 000 meilleurs, mais d'offrir des salaires permettant aux enseignants de vivre dignement et de prendre des mesures pour attirer les jeunes. La reconstruction du lien solide entre l'enseignement et la recherche permettrait aux enseignants d'avoir un haut niveau de connaissances.

Ce serait les deux premiers pas vers une éducation supérieure évoluée, qui pourrait redevenir un atout pour la Russie, la force de son système national d'innovation ainsi qu'un instrument de « soft power » au niveau international.

**ANNEXE :**

**Classements de quelques VUZ publics en Russie**

Nom du VUZ	Ministère de l'Education et de la Science, 2003, 2005	Les 17 VUZ innovants, choisis pour le projet national, mai 2006	Fondation Potanin, 2005-2006	ReitOR juin 2005	Kommer-sant, 2006
Université d'Etat Lomonossov de Moscou – MGU	1	+	3	1	2
Université d'Etat de Saint-Pétersbourg	2	+	4	-	15
Université technique de Moscou (Bauman)	1	+	-	2	1
Université d'Etat – Ecole supérieure de l'Economie	3	+	15	-	6
Institut d'Etat des Relations Internationales de Moscou	2	-	8	5	23
Académie économique russe Plekhanov	5	-	32	3	7
Académie financière	2	-	28		3
Université d'Etat de gestion	4	-	-	6	4
Université russe de l'Amitié des peuples (P. Lumumba)	4	-	7	10	66
Académie de médecine de Moscou (Setchenov)	1	+	-	-	-
Université d'Etat polytechnique de Saint-Pétersbourg	6	-	5	-	17
Université d'Etat de l'Extrême-Orient	12	+	25	-	-
Université de l'Agriculture de Kouban	-	+	-	-	-
Institut d'Etat de l'acier et des alliages	26	+	-	18	16
Institut d'Etat de la technique électronique de Moscou	8	+	-	-	77
Institut de la physique et de la technique - Université d'Etat, MFTI	3	+	12	8	11
Institut des ingénieurs physiciens de Moscou - Université d'Etat, MIFI	4	-	2	9	18
Institut de l'Energie de Moscou	7	-	-	-	8
Institut d'Etat des Mines de Saint-Pétersbourg (Plekhanov)	5	+	-	-	26
Université d'Etat de Nizhni Novgorod (Lobatchevski)	7	+	11	-	-
Université d'Etat linguistique de Nizhni Novgorod (Dobroliubov)	11	-	1	-	83-86
Université d'Etat de Perm	15	+	23	-	35
Université d'Etat de l'aérospatiale de Samara (Korolev)	67	+	-	-	-
Université radiotechnique de Taganrog	19	+	60	-	73-75
Université d'Etat de Tomsk	6	+	37	-	59

Université des systèmes de gestion et de la radio-électronique de Tomsk	103	+	-	-	-
Université technique de l'Oural	20	-	46	-	5
Université de l'Energie d'Ivanovo	72	-	-	-	9
Institut de l'aviation de Moscou	16	-	-	7	10
Université d'Etat de Kazan	9	-	51	-	12
Université d'Etat de Novossibirsk	22	-	6	-	36-37
Université d'Etat de l'Oural (Gorki), Ekaterinbourg	26	-	9	-	49

**Sources des classements** : <[www.mon.gov.ru/proekt/shkola/2474/](http://www.mon.gov.ru/proekt/shkola/2474/)>, <[www.korochka.ru/universities/rating/detail.php?ID=1064](http://www.korochka.ru/universities/rating/detail.php?ID=1064)>, <[www.reitor.ru](http://www.reitor.ru)>, <<http://fund.potanin.ru/>>.

Les classements cités utilisent des critères différents :

Le **Ministère de l'Education** (2005) prend en compte des paramètres très variés dont plusieurs sont quantitatifs (nombre d'étudiants, nombre de mètres carrés de salles par étudiants, nombre de professeurs ayant des titres scientifiques, présence des étudiants étrangers, recherches scientifiques, publications, bibliothèque, foyers pour les étudiants etc.). Le classement est établi séparément pour chaque type de VUZ (universités, VUZ techniques, etc.), ce qui explique la présence de plusieurs numéros 1 dans le tableau. Le ministre Foursenko appelle à prendre en compte d'autres paramètres, plus qualitatifs. Le prochain classement du ministère devra se baser sur la liste de 17 VUZ sélectionnés en mai 2006 dans le cadre du projet national pour leur activité innovante.

La **Fondation Potanin** (2005-2006) tente d'évaluer le potentiel individuel et professionnel des étudiants et jeunes professeurs des VUZ correspondants.

L'agence **ReitOR** (juin 2005) fusionne les résultats des sondages parmi la communauté pédagogique, les employeurs et les médias (dont les paramètres comme niveau de salaires des diplômés ; rapidité dans l'avancement de carrière).

Le journal **Kommersant** (2006) se base sur le nombre des diplômés que les plus grandes sociétés russes ont embauché en 2005 ou cherchent à embaucher.